
BARCELONE – HLG M : Agenda numérique mondial et politiques Internet
Lundi 22 octobre 2018 – 16h30 à 17h45 CEST
ICANN63 | Barcelone, Espagne

MANAL ISMAIL : Bonjour à tous. Merci de bien vouloir prendre place. Nous allons commencer dans quelques instants.

Merci à tous. Permettez-moi de vous présenter encore David Cierco, directeur général de red.es, président de cette quatrième séance de la réunion gouvernementale de haut niveau sur les politiques concernant l'internet.

DAVID CIERCO : Merci beaucoup. Nous commençons notre dernière séance de la journée.

Nous avons déjà parlé des différentes politiques qui sont développées par différents acteurs et gouvernements comme l'OCDE et les Nations Unies et nous voyons également quelles sont les mesures prises pour combattre le cyberdélit. Nous avons parlé du rôle de l'ICANN pour développer un internet plus inclusif au niveau technique et au niveau politique, quels sont les obstacles à l'accès à la connectivité et comment travailler pour adresser les problèmes qui restent. Pour parler de cela, je vais donner la parole au modérateur de ce panel, M. Gulshan Rai du centre de coordination en cybersécurité de l'Inde.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

GUSHAN RAI :

M. David Cierco, M. le ministre de l'Économie et des entreprises et directeur général du registre red.es, M. président de la séance, M. Andrew Sullivan, M. Dirk Pilat, M. Nii Quaynor, messieurs les experts internationaux, Mme Pua Hunter, M. Khaled Koubaa, chers délégués et chers participants et chers amis, bienvenue et bonjour à tous.

C'est un plaisir d'être ici et je remercie le gouvernement de l'Espagne ainsi que L'ICANN de m'avoir donné l'opportunité de m'adresser à vous et de faire partie de ce panel. J'aimerais également remercier le président du panel d'avoir donné un bref aperçu des thèmes qui seront abordés pendant ce panel.

Comme il l'a bien dit, la technologie numérique a donné naissance à un monde numérique qui a amélioré le développement et qui a amélioré la vie d'un grand nombre d'habitants. Cela fait longtemps que je travaille avec cette industrie et je connais bien les bienfaits de la technologie. Ces progrès ont suivi un processus auxquels ont participé plusieurs groupes de parties prenantes qui ont permis une croissance inclusive.

Cette croissance a abouti à 53 % de pénétration de l'internet dans les pays et nous avons un nombre croissant de transactions qui se font sur internet. Sur les dix plus grandes compagnies du monde, sept sont des compagnies qui travaillent dans la technologie. Nous avons assisté à une croissance exponentielle de la pénétration de la technologie mobile, qui a joué un rôle central dans la révolution technologique.

Le flux de données globales s'est multiplié par cinq pendant les dernières années et cette multiplication sera de plus en plus importante dans les années à venir. L'infrastructure, la connectivité, les nouvelles technologies comme le big data jouent un rôle nouveau et poussent la croissance de l'économie.

Il y a le sentiment que ces technologies vont avoir un impact sur la façon dont nous vivons. Or, on pense que le niveau de vie dans les pays en développement va continuer à se développer grâce à des gains de productivité.

Cette croissance donna lieu à la création d'emplois et à l'évolution des économies. Il y a de nouvelles idées, de nouvelles créations et ce n'est pas exagéré de dire que l'intelligence artificielle et d'autres nouvelles technologies rendent notre tâche un peu plus complexe ; 65 % des habitants du monde développé ont au moins un téléphone portable. La pénétration dans mon pays est de plus de 70 %. Il y a plus d'un milliard de téléphones portables dans mon pays, des téléphones intelligents. Cela représentera plus de trois milliards de dollars d'ici quelques années.

Il y a de plus en plus de citoyens qui font appel à des démarches électroniques, ce qui rapproche les gouvernements de ses citoyens. En Inde, on voit ce développement mais on le voit également dans d'autres pays en développement en Afrique. En Afrique, cette croissance de la pénétration de l'internet ne fait que progresser avec des gains d'efficacité au niveau de l'éducation, de la santé, de l'agriculture.

Cette histoire de croissance est tout à fait inclusive et renforce la relation entre les gouvernements et les citoyens qui se trouvent dans les parties les plus lointaines ou les plus isolées du pays.

Le développement de l'internet s'est fait surtout en langue anglais malgré le fait que 60% des habitants du monde ne parlent pas anglais. Il y a un besoin donc au niveau du DNS de développer des langues autres que l'anglais. Les IDN, c'est-à-dire les noms de domaine internationalisés, constituent l'un des progrès les plus importants depuis la naissance de l'internet et ont contribué à la croissance de l'internet et de l'économie et à réduire la fracture numérique et les problèmes de genre.

Malgré cette croissance au niveau dans chiffres, il y a des efforts qui sont faits au niveau des politiques de développement de la technologie pour essayer de partager les meilleures pratiques afin de parvenir à des synergies entre les nations qui souhaitent renforcer leurs économies numériques.

L'ICANN a joué un rôle impressionnant dans la transformation digitale. L'ICANN joue un rôle de leader dans le développement des IDN. L'ICANN a réussi la transition IANA qui a conduit à la participation des gouvernements au modèle multipartite. Le travail qui a été fait par la communauté internet globale pour développer un consensus robuste pour la transition de l'IANA a démontré la légitimité de l'approche collaborative et l'importance des gouvernements en tant que ressources critiques. La transition de l'IANA fait partie du modèle multipartite.

Il y a encore des barrières qu'il faut surmonter pour pouvoir suivre le rythme de l'avancée technologique. Le monde numérique est tout un nouveau concept et il faut une nouvelle approche. Si nous voulons développer la prospérité, le progrès technologique est un élément clé. Le modèle multipartite doit être adopté de manière véritable. Pour faciliter ce modèle, il faut faciliter et renforcer les structures gouvernementales dans le modèle multipartite, partager, donc, les meilleures pratiques et identifier les domaines où cela peut être appliqué.

Nous devons renforcer nos recherches. Les politiques en matière de cybersécurité et en matière de sauvegardes doivent être prises en compte. Nous devons travailler ensemble pour sensibiliser, construire des consensus dans le cadre de problèmes comme la protection des données, la vie privée, l'accès aux données, pour que tout le monde puisse avoir accès à un flux d'informations libre. Nous ne pouvons pas permettre que l'internet soit fragmenté. Nous devons adopter des politiques qui découragent la création de politiques qui visent une utilisation malveillante de l'infrastructure numérique.

L'ICANN a un rôle à jouer et une responsabilité à assurer pour développer un internet plus inclusif au niveau des politiques, au niveau de la technologie. Je suis sûr que les efforts de l'ICANN et de la communauté dans son ensemble vont permettre d'apporter une solution à la fracture numérique et aux problèmes de division de genre.

Le modèle multipartite, je suis convaincu, il joue un rôle important pour créer le dialogue entre les parties prenantes, une plateforme pour échanger des expériences, des pratiques et pour faciliter l'inclusion. Ce modèle doit trouver un équilibre entre les différentes initiatives en matière de politiques, les aspects juridiques et d'autres intérêts. Nous devons travailler ensemble pour améliorer nos compétences, les IDN et pour accroître également l'entrepreneuriat. Le rôle des gouvernements dans le modèle multipartite pour assurer l'inclusion devient de plus en plus important à la lumière des innovations et de l'adoption des nouvelles technologies.

Nous avons trois experts. Le premier expert, c'est M. Andrew Sullivan, c'est le président et PDG de l'Internet Society. Il a travaillé en matière d'infrastructures depuis de nombreuses années. M. Sullivan, je vous donne la parole.

ANDREW SULLIVAN :

Merci beaucoup, monsieur le Président.

Chers membres distingués, une des choses qui est vraiment importante pour moi lorsqu'on se retrouve pour parler, surtout dans cet environnement où le modèle multipartite a été le sujet d'autant de débats, autant des quelques heures qui viennent de se passer et même chose pour hier. C'est vraiment la partie clé que parfois nous ratons dans notre discussion.

On en parle comme si c'était une décision important que nous prenons par rapport à notre propre gouvernance. Mais il faut se

rappeler qu'en fait, nous n'avons pas le choix parce que l'internet, c'est un réseau de réseaux et chacun de ces réseaux fonctionne sur la base de ses propres désirs, besoins et sur la base de son propre objectif. Et ensuite, ces réseaux sont interconnectés. Et lorsqu'on est interconnecté avec quelqu'un d'autre, il faut que la personne soit d'accord, donc c'est volontaire. Il faut avoir un système multipartite parce que les enjeux, tout le monde en a. Donc si on ne se met pas d'accord et bien, on n'est pas connecté et on n'a pas d'internet. On a simplement des réseaux déconnectés.

Ceci nous rappelle également quelque chose de très important, à savoir qu'il n'y a pas qu'une seule solution pour savoir comment nous allons atteindre les objectifs de développement que nous souhaitons voir pour les populations du monde entier. À l'Internet Society, on dit toujours que l'internet est pour tout le monde et tout le monde fait partie de tout le monde. Et donc il faut définir comment on va mettre en lien différentes régions du monde selon différentes manières.

Et ceci illustre deux choses. Premièrement, tout n'est pas fait par tous. Certaines choses ne font pas partie de la mission de l'ICANN. David Conrad nous a parlé tout à l'heure et il expliquait que la mission de l'ICANN est assez limitée. Il y a certaines choses qui sont importantes mais qui ne font pas partie de la mission de l'ICANN. Par exemple à l'Internet Society – c'est pour cela justement que j'ai cette carte, parce que si j'essayais de nommer tous les pays qui en font partie, j'en oublierais et dans cette salle, je pense que ce n'est pas une bonne idée – donc j'ai mis cette carte à l'écran pour vous montrer ce sur quoi nous travaillons, donc ces réseaux de communautés.

Les réseaux de communautés, c'est un moyen de se connecter au réseau, à l'internet, de manière utile dans certains environnements qui normalement ne seraient pas desservis correctement. Nous sommes dans un pays où le Wi-Fi a très bien fonctionné sur la base de ce modèle. Mais ils ont commencé à travailler dans des lieux où le modèle ne fonctionnait pas nécessairement. Il n'était pas forcément envisageable pour quelqu'un d'utiliser le même système parce que la géographie l'empêchait, etc. Donc les réseaux de communautés sont un moyen de donner les moyens justement de redonner le problème, de redonner la solution à la communauté qui en a besoin.

Nous avons collaboré avec différents organismes dans le monde entier. Comme vous le voyez sur cette carte. Donc nous coopérons avec ces différents groupes pour mettre en lien des personnes qui sinon ne pourraient pas être mises en lien. Je viens du Canada et la semaine dernière, j'étais au sommet sur la connexion des Autochtones à [inintelligible], donc tout au nord du Canada. On est allé chez les Tuktoyaktuk, donc vous avez 900 personnes dans cette petite communauté et c'est tout. Donc il n'y a pas beaucoup de sociétés de télécommunications qui souhaitent installer la fibre optique dans cette communauté. Donc il y a l'opportunité dans cette communauté d'utiliser d'autres technologies. Et donc rassembler différents acteurs permet de mettre en place certaines solutions qui ne pourraient pas être autrement possible. Et c'est très important.

Tout à l'heure, on parlait de l'internationalisation de l'internet et encore un exemple où différents acteurs ont un rôle. Le rôle de l'ICANN dans ce domaine est très important parce que l'ICANN promeut cette

technologie basée sur les normes qui permet à différents alphabets d'être utilisés dans le système de noms de domaine. Ce n'est pas parfait, de temps à autres, nous avons eu des problèmes mais il y a une technologie qui existe et qui le permet. Donc encore un exemple qui permet d'utiliser, d'exploiter ce système distribué.

Donc quel est le rôle des gouvernements dans cette situation ? Et bien, il est très important dans le contexte des réseaux de communautés parce que très souvent, on utilise le Wi-Fi, le sans-fil et les gouvernements, ce sont les seuls qui peuvent vraiment avoir une influence sur le sans-fil dans leur géographie, en collaborant bien sûr entre eux par l'Union internationale des télécommunications. Mais parfois, le contrôle est étroit, le contrôle est strict et donc les règles d'allocation dans les pays doivent être un petit peu changées et tout d'un coup, on a des capacités qu'on n'aurait pas autrement et on peut rejoindre des populations qui autrement ne pourraient pas être connectées. De la même manière, dans le cas de l'internationalisation, il y a des politiques qui peuvent être adoptées par le gouvernement. Cela ne nécessite pas nécessairement une participation très lourde ou une réponse mondiale aux problèmes mais cela nécessite une action au niveau local des gouvernements pour développer des réponses aux besoins géographiques de ces régions.

Donc je vous rappelle à tous que la seule manière d'avoir l'internet, c'est de collaborer dans le monde parce que l'internet est pour tous, donc comment pouvons-nous mettre les gens en liens, comment pouvons-nous leur donner les outils de développement qu'ils

pourront utiliser pour s'autonomiser pour utiliser ce outil remarquable de croissance et d'innovation. Merci beaucoup.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI :

Merci M. Sullivan. Je crois que cette perspective est très utile, effectivement. Donc l'idée de faciliter des politiques pour obtenir des solutions répondant aux différents enjeux quel que soit l'enjeu, quel que soit la difficulté. Et donc la collaboration, vous avez raison, est une des approches soulignées.

Alors nous avons maintenant le prochain intervenant expert, monsieur Dirk Pilat. Monsieur Dirk Pilat est directeur-adjoint de l'OCDE pour la technologie et l'innovation. Et il est le directeur de la technologie et de l'innovation, tout ce qu'il fait dans le domaine de l'innovation, des affaires, de la connectivité, des sciences, de la technologie ainsi que des politiques de l'économie numérique. Il est également à s'assurer que le travail contribue aux objectifs stratégiques de l'organisation, au soutien de nature politique. Je vous passe la parole, monsieur Dirk.

DIRK PILAT :

Merci beaucoup monsieur le Président, merci beaucoup à l'ICANN de m'avoir donné l'opportunité de vous parler un petit peu du travail que nous faisons dans ce domaine.

Je voulais me focaliser notamment sur les rôles que les gouvernements peuvent jouer dans ce domaine. Et je vais parler de certaines thématiques.

L'OCDE a travaillé surtout sur les problèmes d'internet depuis longtemps. Il y a 20 ans, nous avons eu notre première réunion interministérielle au Canada. C'était la première fois qu'on réunissait les gouvernements pour parler de ce type de questions.

Depuis, l'intérêt pour l'internet s'est beaucoup développé et maintenant, nous voyons que dans tous les domaines d'élaboration de politique, il y a la possibilité ou l'intérêt de voir comment l'internet agit dans ces différents domaines. Je pense que cela nous oblige à voir les choses dans un contexte plus large pour sortir de nos silos et essayer de travailler dans ce domaine en coopérations avec les différentes parties prenantes.

Qu'avons-nous fait à l'OCDE ? Nous avons développé de nouveaux cadres de réflexion pour aborder certaines thématiques si l'on veut tirer un meilleur profit de l'internet pour accroître la croissance et créer de l'emploi. On en a déjà évoqué quelques uns de ces sujets mais si nous ne pouvons pas faire en sorte que les gens soient connectés à internet, si nous ne pouvons faire en sorte que toutes les régions, toutes les entreprises, les gens de n'importe quel genre puissent être connectés à internet, nous ne pouvons pas réussir à atteindre nos objectifs.

Même si les gens sont connectés à l'internet, cela ne veut pas dire qu'ils l'utilisent ou qu'ils en profitent pleinement. Nous devons

développer cet agenda de l'utilisation pour renforcer les capacités des individus à mieux tirer profit de l'internet ou à faire en sorte que les entreprises puissent en profiter pleinement pour se développer.

Alors nous nous sommes penchés d'abord sur l'innovation, quels sont les nouveaux modèles de business, quelles sont les nouvelles opportunités pour les entreprises. Nous devons voir comment nous pouvons renforcer l'innovation et pour cela, il faut voir quelles sont les règles, les réglementations. Pouvons-nous faire les choses différemment pour donner plus d'opportunités aux entreprises et aux individus ?

Ensuite, nous parlons des emplois. Il y a beaucoup d'inquiétudes par rapport à l'impact de la technologie sur la création d'emplois. Bien sûr, il y a une certaine perte d'emplois en ce sens que certaines catégories d'emplois seront remplacées par la technologie. Et ce sens, il faut aider les individus à changer de métier.

Ensuite, nous nous sommes penchés sur la société. Pouvons-nous maximiser l'impact sur la société pour qu'il y ait une meilleure santé, une meilleure éducation, une meilleure gouvernance ? Tout cela peut être amélioré.

Ensuite, nous parlons de confiance, comment nous pouvons faire en sorte que l'internet soit sûr, comment nous pouvons nous assurer que la vie privée est protégée, que les consommateurs sont protégés. Un grand chantier de travail concerne donc cela.

Et ensuite, nous nous sommes penchés sur les marchés, comment nous assurer qu'il y a concurrence, que les prix descendent pour que plus en plus de gens puissent bénéficier de l'internet.

Il y a beaucoup de choses que nous pouvons faire en analysant tous ces domaines. Nous avons mené une étude pour la Suède, nous faisons une étude pour la Colombie. Nous essayons de voir quelle est la situation de différents pays par rapport à ces éléments.

Il est important d'examiner toutes ces questions de manière intégrée pour pouvoir nous assurer que nous profitons au maximum des opportunités qui sont offertes, que nous atténuons les risques. Et parfois, si nous travaillons en silo, nous ne pouvons pas réussir à obtenir les résultats escomptés. C'est par exemple le cas de la cybersécurité. Il y a donc la nécessité d'analyser ces questions en coopération pour mieux profiter des données.

Enfin, pour finir, est-ce que nous pouvons faire que tout le monde profite de ces questions ? Ce type d'avancées technologiques créent un certain bouleversement ; c'est normal. Mais il y a des opportunités qui accompagnent ce bouleversement et nous essayons de travailler au renforcement des compétences pour que les personnes, les individus, puissent être prêts à profiter pleinement des ces nouvelles technologies tout en veillant à protéger la vie privée et les données afin de créer également un nouveau marché avec de nouveaux emplois.

Nous pensons et Dr. Rai l'a dit, c'est vraiment une excellente opportunité de bien faire les choses. Mais les gouvernements doivent

nous aider à bien faire les choses pour pouvoir profiter de ces opportunités et relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Merci beaucoup.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup M. Pilat. Les points que vous avez soulevés, coopération, innovation, confiance, marchés, comment faciliter l'élaboration de politiques pour développer et encourager les entreprises à adopter des solutions technologiques.

Nous avons maintenant Nii Quaynor, responsable de l'internet en Afrique. En 1994, il a établi le quatrième fournisseur de service internet en Afrique opéré par Network Computer System Unlimited et a aidé à mettre en œuvre la transformation des nouvelles technologies dans l'Afrique sub-saharienne. Il s'agit d'un expert très réputé dans le domaine de l'internet.

NII QUAYNOR :

Merci beaucoup pour vos commentaires. Vos excellences, messieurs, dames, je dois au moins vous souhaiter un joyeux vingtième anniversaire à tous. J'ai eu la chance d'être témoin de la mise en place de l'ICANN et je suis très heureux de voir que l'ICANN nous aidé, nombreux, à contribuer au développement de l'internet.

Je vais faire quelques remarques sur le fossé numérique et sur les questions de l'internet en général.

La reconnaissance de ce fossé numérique par les gouvernements, par les Nations Unies et par d'autres organisations intergouvernementales peu après que l'internet ait été introduit dans le monde en développement a beaucoup contribué pour mobiliser des ressources pour trouver des solutions aux problèmes.

La technologie aujourd'hui existe partout dans les programmes de développement. Et donc nous attendons avec impatience le programme de développement durable à l'horizon de 2030 des Nations Unies pour encore améliorer la situation.

L'internet renforcera les moyens de mise en place des objectifs de développement durable sachant que l'ICANN souhaite que l'internet soit plus inclusif au niveau technique.

Le programme de développement durable est aligné avec les travaux dans le domaine de l'internet. Le développement se produit dans des pays et les réseaux, en fait, se développent sur le pourtour également des pays. Cela veut dire que les pays doivent développer des économies digitales.

L'accès, les capacités sont importantes pour traiter ce problème de fossé numérique. Les gouvernements doivent être leaders pour déterminer quelles sont les politiques locales, les mécanismes, les réseaux qui peuvent bénéficier dans le cadre d'initiatives locales. Les réseaux, l'infrastructure sont nécessaires et la coopération entre les différentes autorités est nécessaire pour traiter ces problèmes. Cela veut dire que nous devons encore davantage discuter de ceci grâce à une approche ascendante et multipartite.

Il y a des pratiques de communautés qui existent, par exemple les ccTLD, les groupes d'opérateurs, les réseaux de recherche nationale, etc. Le succès de l'approche multipartite dépend de l'équilibre des rôles. Et encourager un développement de politiques est nécessaire pour créer davantage d'opportunités.

Les IDN permettent un accès amélioré à l'internet puisque de nouvelles communautés de langues sont rejointes et pour fournir un contenu dans différentes langues, surtout dans le monde en développement. Cependant, les IDN proposent un contenu multilingue beaucoup plus important. Donc dans quelle mesure sommes-nous prêts à être impliqués au niveau des noms de domaine? Comment stimuler du point de vue technique les compétences techniques au niveau local? Peut-être que les gouvernements pourraient travailler avec leur écosystème local et prendre le rôle d'identifier constamment les langues locales pour les inclure dans l'internet et lorsque cela est logique, leur demander de participer au travail technique à l'ICANN. Le renforcement des capacités est un excellent outil pour combler le fossé numérique. Nous devons avoir de meilleures pratiques pour mieux lutter contre ce fossé. Cela est nécessaire.

En Afrique, la communauté est arrivée à un consensus en 1998 pour établir des institutions locales qui renforceraient les capacités, les compétences. Nous avons un certain nombre de registres, de noms, des bureaux d'enregistrement, de réseaux de recherche qui ont répondu à l'appel. Ces institutions promeuvent et soutiennent des activités dans les pays. L'ICANN a un rôle à jouer pour soutenir ces

efforts grâce à des programmes d'engagement au niveau local. Nous devons continuer d'amplifier ces activités régionales pour soutenir davantage d'initiatives gouvernementales et nationales. Nous avons le désir de combler ce fossé numérique mais nous devons le faire manière à préserver les connaissances et l'expérience. Parfois, certaines connaissances et expériences ne sont pas prises en considération. Le véritable enjeu de renforcement des compétences, des capacités, c'est de retenir ces connaissances dans les communautés alors que la vague arrive peut-être plus rapidement. Donc parfois, il ne s'agit pas de combler le fossé mais de creuser un tunnel.

Je remercie l'Internet Society pour son soutien en matière de renforcement des capacités et nous vous remercions encore une fois de votre bonne volonté pour combler ce fossé numérique. Merci.

GULSHAN RAI :

Merci M. Quaynor. La présentation a souligné le rôle des gouvernements pour développer des initiatives de renforcement des capacités. Le modèle multipartite et ascendant a été suggéré en vue d'un meilleur consensus dans les communautés. La focalisation doit être sur la création de capacités techniques. Le rôle de l'ICANN a été également désigné comme important.

Nous avons maintenant un représentant sénior du gouvernement. Je vais donc demander à l'Allemagne de prendre la parole.

ALLEMAGNE :

Merci beaucoup. Messieurs, dames, à ce stade, il est très important de faire en sorte que les gens puissent tirer profit des avantages de l'internet. L'Allemagne est engagé à atteindre cet objectif et engagé aux objectifs de connecter tous les habitants à l'horizon de 2025.

Les gouvernements doivent établir les cadres juridiques adéquats et il faut savoir que les gouvernements ne peuvent pas résoudre les problèmes tout seul. Pour le renforcement des capacités, par exemple, il y a quelques semaines, le gouvernement allemand a créé un comité chargé de la numérisation. Je vais donc vous parler un petit peu des trois principaux domaines sur lesquels nous allons travailler.

En premier lieu, c'est l'intelligence artificielle. C'est la principale révolution. On ne parle pas de robots super intelligents mais on parle déjà de robots qui peuvent aider les être humains dans plusieurs situations.

Deuxième : soutien aux compagnies innovatrices comme cela a été dit par l'OCDE. Nous essayons d'aider ces compagnies pour mette en pratique leurs idées et jeter les bases de la croissance future. Pour y arriver, ces entreprises ont besoin d'un environnement propice à leurs innovations et nous essayons de créer ce type d'environnement.

Ensuite, pour ce qui est du cadre juridique en matière de politiques numériques, nous avons besoin de cadres de politiques plus modernes qui permettent la numérisation pour développer de manière dynamique ce marché et éviter des dérives.

Dans cette économie, nous voyons des marchés qui opèrent sur le principe où le gagnant remporte tout. Cela peut aboutir à des situations de mains mises sur le marché. Les gouvernements doivent garantir la concurrence et c'est pour cela qu'il est important que l'accès soit assuré pour tous. Nous promovons donc le dialogue entre le gouvernement, la science, la société civile et les jeunes parce qu'on ne peut pas parvenir à la numérisation si nous ne travaillons pas ensemble. Merci.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup. On a parlé des cadres juridiques, on a parlé des processus, de la facilitation des processus et du soutien à la communauté.

Je vais maintenant donner la parole à la France.

FRANCE :

Délégués, chers collègues, avec votre permission puisque cette session est sur l'agenda numérique mondial, je voudrais évoquer un moment qui s'annonce tout à fait important pour cet agenda et pour faire progresser les causes, les messages, les sujets qui ont été évoqués jusqu'ici dans cette table ronde extrêmement claire et extrêmement riche par les différents intervenants.

Comme vous le savez, la France va accueillir la session 2018 du forum de gouvernance de l'internet du 12 au 14 novembre chez nos amis de

l'UNESCO que nous remercions. Et cet événement, au cours duquel le président de la République Emmanuel Macron interviendra, s'inscrit dans une séquence numérique qui se tiendra avec la Paris Digital Week, qui inclut le forum de la paix, le sommet des GovTech également, qui se tiendront dans les jours qui précèdent.

Le forum cette année sera sous le slogan « L'internet de confiance », « The Internet of Trust », et il sera l'occasion tout d'abord d'échanger autour des visions respectives telles qu'on les a évoquées aujourd'hui, des enjeux du numérique afin de bien définir l'agenda des mois qui suivront. Sur ce point, je me permets d'attirer l'attention sans rentrer dans le détail en raison du timing sur la stratégie internationale pour le numérique que la France a publiée en décembre 2017. Ce forum sera aussi l'occasion de réaffirmer notre attachement collectif exprimé ici à de nombreuses reprises au système multipartite en matière de gouvernance du numérique, y compris dans le cadre des Nations Unies comme cela avait été conclu lors du sommet mondial sur la Société de l'information.

Enfin, nous comptons sur ce forum pour donner un nouvel élan au forum de gouvernance de l'internet en proposant des pistes pour en améliorer le fonctionnement, en nous appuyant à la manière d'une forme de troïka sur les avancées de la précédente édition grâce au remarquable travail de nos collègues Suisses, que je profite pour saluer.

Nous espérons donc vous retrouver nombreux à Paris d'ici trois semaines pour poursuivre les échanges que nous avons démarrés aujourd'hui. Je vous remercie M. le président.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI : Merci beaucoup.

J'aimerais passer la parole maintenant au Nigéria.

NIGÉRIA : Monsieur le Président, je voudrais parler de la période dans laquelle nous avons développé la large bande au Nigéria et cela a permis un grand développement des villes du Nigéria. Notre objectif était de 30 % de pénétration que nous voulons atteindre à la fin de cette année. Cela nous a permis de mettre en place plusieurs compagnies d'infrastructures. Il y a donc un climat propice pour que les entreprises viennent s'installer au Nigéria. Donc je lance un appel pour que les compagnies viennent travailler au Nigéria. Nous essayons donc de faire en sorte que nos gouvernements puissent accueillir ce développement.

Nous essayons de déployer...

INTERPRÈTE : Je m'excuse, on ne peut pas entendre l'intervenant. Il y a un problème de son et nous ne pouvons pas entendre l'intervenant.

NIGÉRIA : Le ERG va permettre de développer la contribution du gouvernement du Nigéria à l'écosystème d'activités dans ce domaine.

Je profite de cette occasion pour encourager tous les pays en développement qui sont ici présents aujourd'hui. En plus de parler de la question de l'investissement au Nigéria, je pense que nous avons bénéficié d'écouter le ministre indien qui nous a parlé de plusieurs projets. Donc je pense qu'il nous faudrait analyser ce type de projets pour essayer de tirer parti de ce partage d'idées.

Et finalement, très humblement, j'aimerais avec votre permission dire que nous vous remercions de l'opportunité de pouvoir être ici.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : La présentation a été faite par le ministre des Communications du Nigéria au nom de la délégation du Nigéria. Et nous avons commencé par remercier le gouvernement de l'Espagne d'accueillir cette réunion à Barcelone. En plus, nous avons félicité l'ICANN pour l'organisation réussie de cette réunion stratégique.

Au Nigéria, nous soutenons le modèle multipartite, ce qui a été débattu ce matin ; nous soutenons cette approche et nous souhaitons que toutes les nations soient traitées sur un pied d'égalité.

En ce qui concerne l'inclusion numérique, nous avons beaucoup travaillé dans ce sens au Nigéria et le ministre des Communications vous en a parlé. Il y a beaucoup d'activités menées au niveau du

gouvernement, notamment au niveau de l'agence du développement de technologies de l'information, une agence du gouvernement fédérale qui a pour mission de développer notre technologie de l'information dans le pays. Et c'est pourquoi au Nigéria, nous nous focalisons sur l'inclusion digitale, la création d'emplois numériques et la promotion du gouvernement numérique ou électronique.

Nous avons plusieurs piliers et cinq de ces piliers sont basés sur la numérisation. Nous faisons des efforts pour nous assurer que nous passons de l'internet de l'information à l'internet de la valeur. C'est pour cela que nous travaillons dur au niveau de l'économie numérique.

Et dans ce sens, nous avons un forum consultatif qui a été présidé par des organes de réglementation dans mon pays. Ces forums se concentrent sur le fait d'étudier comment ces nouvelles technologies émergentes peuvent être mises à profit à travers des lignes directrices et des politiques, comment nous pouvons en profiter au niveau de l'éducation, de la santé, etc.

Et en même temps, le développement de ces technologies est examiné au niveau de ces agences au niveau des institutions de haut niveau pour lesquelles l'internet est fourni de manière gratuite à ces institutions académiques. Dans nos aéroports également, dans les marchés, nous avons un accès internet gratuit.

Voilà un petit peu les efforts que nous avons entamés.

Et pour finir, au Nigéria, le prix d'accès à internet est tout à fait abordable. Pour notre population, le prix de l'accès à internet rejoint celui que l'on peut retrouver en Égypte et dans d'autres pays de l'Afrique et cela est un exploit. Alors j'espère qu'avec cela, le gouvernement pourra atteindre les objectifs. Merci beaucoup.

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup d'avoir partagé vos meilleures pratiques et vos efforts en matière de nouvelles technologies.

Et maintenant, je vais donner la parole à notre collègue du Burundi.

BURUNDI :

Monsieur le président de l'ICANN, monsieur le directeur général de l'ICANN, distingués invités, au nom du gouvernement de la République du Burundi et en mon nom propre, je voudrais exprimer mes remerciements sincères et ma gratitude au pays hôte et à l'ICANN pour avoir organisé et tenu la présente réunion gouvernementale de haut niveau concernant l'ICANN et son rôle dans la gouvernance de l'internet, un thème aussi important car l'internet est devenu aujourd'hui un outil indispensable pour notre société et occupe des pans entiers de l'économie mondiale. Cependant, les questions relatives à sa gouvernance sont de plus en plus cruciales car l'internet, au-delà des progrès techniques et économiques, peut être utilisé pour déstabiliser et détruire avec des cyberattaques d'une violence dévastatrice pour les états ou les entreprises.

Je suis confiant que la discussion à haut niveau organisée aujourd’hui apportera certains éclairages et permettra de renforcer le dialogue multi-acteurs nécessaire pour relever les défis de demain.

En ce qui concerne la République du Burundi, sur une base de notre politique nationale de développement des TIC, déjà adoptée depuis juillet 2011, et [inintelligible] plan national du haut débit en cours d’adoption, nous avons fait des TIC un instrument de développement des secteurs socioéconomiques à long terme, notamment à travers le développement des infrastructures permettant de faire bénéficier au plus grand nombre de nos concitoyens les avantages et les opportunités qu’offrent les TIC en général et l’outil internet en particulier.

En effet, nous avons déployé plus de 6 000 kilomètres de fibre optique sur une superficie de 27 000 kilomètres carrés faisant du Burundi l’un des pays les plus densément dotés d’infrastructures large bande dans notre sous-région. Nous avons connecté en première phase tous les [inintelligible] des 18 provinces que compte mon pays et nous envisageons lors d’une seconde phase de passer de déployer le dernier kilomètre en connectant toutes les communes administratives.

Le déploiement massif de la fibre optique nous a permis de diminuer très sensiblement le coût de la connectivité internet et donc rendu l’internet plus accessible auprès de la population. Avec moins de 1 \$ américain par jour, il est possible d’avoir accès à internet mobile 4G auprès de certains opérateurs et pour d’autres opérateurs mobiles,

des offres de moins de 10 \$ par mois ont été mises en place pour un accès à internet mobile illimité.

Ainsi, les enjeux et les défis liés à internet et à la gouvernance internet sont pour nous d'une grande importance au moment où nous nous apprêtons à entrer dans le tout numérique et que nous déployons massivement les infrastructures à large bande. Il est donc de notre devoir de les sécuriser.

Distingués invités, l'actualité relative à la croissance des cyberattaques de grande envergure nous démontre tous les jours que le monde numérique n'est pas à l'abri de la criminalité. En effet, la croissance de l'univers numérique permet au marché de la fraude, de la falsification, de l'extorsion ou de vols d'identité de trouver des nouvelles zones de conquête. Nos citoyens et nos entreprises peuvent ou en sont des victimes.

Malgré toutes ces menaces, nous ne souhaitons pas construire un monde plus sûr reposant sur la fermeture vis-à-vis des autres, ainsi la fragmentation de l'internet. Nous souhaitons un monde plus sûr fondé sur une coopération mondiale renforcée et animée par la confiance et le consensus entre différents acteurs impliqués dans les questions liées à la gouvernance de l'internet.

Le développement d'un monde plus sûr repose donc sur une coopération internationale permanente visant à accroître la confiance et le dialogue permettant de dégager des solutions consensuelles tenant compte de l'approche multi-parties prenantes.

À cet égard, des formations adéquates comme celles dispensées par l'ICANN, à travers des ateliers régionaux de renforcement des capacités, sont primordiales et sont à encourager.

Je profite de l'occasion pour féliciter l'ICANN pour les précédents ateliers tenus à Nairobi et puis à Dakar. En effet, les questions liées à la gouvernance de l'internet et du DNS se font de plus en plus complexes. Et à ce titre, nous comptons sur l'ICANN pour continuer à assurer sur leur plateforme idéale de la formulation et la dispense des programmes de renforcement des capacités orientés gouvernance internet et différents enjeux liés au DNS, des programmes tenant compte des besoins propres des différentes régions du monde.

Certes, des efforts budgétaires sont à consentir pour l'ICANN mais à long terme, le fruit des efforts consentis aujourd'hui seront les bénéfiques de demain pour tout le monde.

Distingués invités, je vous remercie de votre attention.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI :

Merci monsieur d'avoir expliqué le rôle de l'élargissement de l'infrastructure, cette réussite de votre gouvernement. Vous avez également parlé de la coopération internationale et de l'importance du rôle des différents acteurs dans le domaine de la croissance.

Je vais maintenant passer la parole à Carole.

CANADA :

Merci beaucoup. Tout d'abord, J'aimerais partager quelques expériences du Canada. Le Canada comprend tous les défis auxquels nous sommes confrontés pour pouvoir fournir l'accès à tous les citoyens où qu'ils soient, où qu'ils se trouvent dans le territoire pour qu'ils puissent participer à l'économie numérique.

Nous avons développé un plan de développement de capacités qui se concentre sur le fait de combler la fracture numérique. Certains des points forts de ce programme visent à autonomiser les différents habitants de notre pays en leur donnant accès à internet. Merci Andrew d'avoir parlé des difficultés du Pôle Nord. Et nous essayons de faire en sorte que l'internet puisse être abordable. Nous avons un programme qui se focalise sur l'éducation en matière de capacités numériques et un programme d'échange pour pouvoir mettre en place des initiatives d'alphabétisation numérique.

La question de la connectivité est très liée au développement des infrastructures et au développement de capacités ou compétences dans le numérique pour que tous les différents secteurs, société civile, universités, opérateurs techniques, organisations internationales, puissent travailler ensemble. Chacun a un rôle à jouer.

Un bon exemple de cette coopération sont les efforts menés par le groupe de travail du GAC sur les régions faiblement desservies où les communautés techniques et les gouvernements travaillent ensemble pour développer des capacités techniques à travers le monde pour renforcer la compréhension par rapport à la manière dont le GAC et

les autres communautés peuvent travailler ensemble pour élaborer des politiques.

Et finalement avant de finir, je veux mettre l'accent sur le fait que l'ICANN soutient l'égalité des genres et reconnaît le fossé de genres qui représente une barrière à l'accès des citoyens à l'internet, notamment dans les pays les moins développés et cela limite leurs opportunités. Nous insistons sur le fait que nous devons continuer à autonomiser les femmes et les jeunes filles pour qu'elles puissent participer pleinement à cette économie numérique. Merci.

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup.

Je vais donner la parole maintenant à Samoa.

SAMOA :

Votre excellence, chers délégués distingués, messieurs, dames, je vous présente les salutations du gouvernement et du pays de Samoa, très beau pays. J'ai cette opportunité de vous saluer tous et d'exprimer la gratitude de notre gouvernement au gouvernement d'Espagne. Nous apprécions votre hospitalité.

L'ICANN est une extraordinaire organisation dans le cadre de cette conférence multipartite. Le travail qui est effectué pour l'utilisation de l'internet est tout à fait remarquable.

Je suis présent au GAC et à l'ICANN et je sais que les pays qui représentent les îles du Pacifique ne sont pas souvent présents au GAC

mais je dois vous dire que si c'est la première fois que je suis là, je vais continuer d'être présent pour combler cette lacune de participation de la part des régions sous-desservies telle que celle du Pacifique.

Je souhaite féliciter le représentant Save Vocea du Pacifique pour tout le travail qui est fait dans la région Pacifique par l'ICANN. Son rôle est crucial pour renforcer les capacités des communautés dans le Pacifique, surtout en termes d'adresses IP, de noms de domaine et de cette aide au développement de l'économie numérique et de la protection des données également.

L'ICANN a un rôle crucial à jouer pour l'échange des informations, pour l'adoption des politiques de données dans des pays tel que le nôtre qui doivent encore se développer. Ces politiques doivent combler ce fossé numérique. Par exemple, la question de l'entrepreneuriat, la stratégie de l'Espagne, nous en avons entendu parler ce matin.

En 2008, nous avons eu un sommet à Samoa sur les questions numériques organisé par le ministre de l'Économie et des technologies. Il y avait d'autres nations du Pacifique qui étaient présentes, il y avait des experts du secteur privé du monde entier. Et ce qui est devenu évident, c'est quelque chose qui pour beaucoup de personnes dans la salle sera tout à fait compris, personne ne peut agir seul. En 2018, nous avons donc lancé ce dialogue en vue d'un partenariat pour la transformation. Nous devons collaborer ensemble pour y arriver.

Étant donné le progrès de ces collectivités dans le Pacifique, cette approche du gouvernement a vraiment pour objectif de combler le fossé numérique. Tout ceci est basé sur l'objectif d'améliorer l'emploi, d'améliorer les normes et l'accès à des services à un coût réduit.

L'idée, c'est d'harmoniser notre système et de minimiser les coûts. Samoa a commencé ce travail et est prêt à vous faire part des leçons apprises. Au-delà de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Estonie et des Nations Unies, ces différents pays se sont exprimés en faveur d'un soutien par rapport à cette initiative.

À une époque où la cybercriminalité augmente, les fake news se répandent, nous devons avoir un programme ambitieux de cybersécurité en mettant l'accent sur l'importance des technologies et des systèmes numériques ; la sécurité maritime en fait partie. Notre approche sera la clé de notre succès. Que dieu vous bénisse. Merci.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup.

Au nom de mes panelistes distingués qui sont présents avec moi, nous avons déjà dépassé le temps qui nous était imparti. Donc je demande à mes collègues ainsi qu'aux panélistes qui sont avec moi de limiter vos interventions à deux minutes.

Je vais maintenant passer la parole à Mme Pua Hunter.

PUA HUNTER :

Merci beaucoup. Le gouvernement de l'Espagne, messieurs, dames, bonjour à tous.

Le GAC au sein de l'ICANN reconnaît les difficultés que de nombreux pays ont pour suivre de près les différentes politiques qui sont élaborées au niveau de l'ICANN. L'ICANN, donc, a soutenu le groupe sur les pays les moins développés, les régions faiblement desservies pour mettre en place des ateliers de renforcement des capacités. En ce sens, je suis honoré de m'avoir vu confié la responsabilité de partager avec vous les initiatives en matière de renforcement des capacités.

L'objectif de ces ateliers était de mieux faire connaître le travail de l'ICANN et permettre aux nouveaux membres du GAC et aux membres des pays plus faiblement desservis de connaître comment ils pouvaient participer au travail de l'ICANN dans son ensemble.

Pour ce qui est des objectifs de l'ICANN, ses ateliers de renforcement des capacités ont été conçus pour diminuer les barrières à la participation à l'ICANN.

En janvier de l'année dernière, un total de huit ateliers avec 250 participants au total ont été organisés. Les ateliers ont été financés par l'ICANN et le pays hôte et assurés dans les régions Afrique, Asie-Pacifique, Moyen-Orient, Amérique latine et Caraïbes.

Les enquêtes qui ont été menées après les ateliers ont indiqué que les questions techniques et les questions liées aux noms de domaine ainsi que le rôle de l'ICANN dans les processus avaient été bien compris,

mais il n'y a pas eu d'impact au niveau individuel des pays. Cela pourrait être une activité de suivi qui pourrait être mise en place.

Cette enquête nous a donné certains résultats intéressants, par exemple l'initiative de renforcement des capacités a besoin d'une approche plus inclusive pour inclure des fonctionnaires de haut niveau des ministères et des gouvernements. Je soutiens cette suggestion parce que je pense que cela nous permettrait de développer des leaders, des champions au niveau national qui pourraient renforcer cette relation avec l'ICANN.

J'encourage donc vos pays à participer à cette discussion. Je suis tout à fait consciente des différents défis auxquels vous êtes confrontés pour pouvoir participer de manière significative au travail du GAC. Or, le fait que votre voix soit entendue et travaillez sur un pied d'égalité est très important pour nous et je vous assure que vous pouvez nous contacter car nous pourrions vous apporter le soutien dont vous avez besoin pour participer.

Merci.

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup Pua Hunter.

Maintenant, je vais donner la parole à monsieur Khaled Koubaa de l'organisation ICANN.

KHALED KOUBAA :

Merci monsieur le Président. Chers invités distingués, chefs de délégation, chers membres du comité consultatif gouvernemental et chers membres de la communauté de l'ICANN, j'ai le plaisir de répéter que le Conseil d'Administration de l'ICANN vous accueille à Barcelone à cette réunion de haut niveau.

Je remercie l'ICANN de nous avoir rappelé que la mission de l'ICANN est limitée et que nous devons considérer la responsabilité de l'ICANN dans le cadre de cette mission. Il est très important pour nous de parler du rôle de l'ICANN dans l'élaboration d'un internet plus inclusif au niveau technique, donc les IDN, mais également à d'autres niveaux, donc renforcement des capacités pour les gouvernements et pour les citoyens.

J'ai parlé ce matin avec Cherine Chalaby, qui est président du Conseil d'Administration de l'ICANN, d'une stratégie que nous mettons au point avec une nouvelle vision qui nous guidera tous dans notre travail. L'idée est de promouvoir un internet unique mondiale et interopérable. Et dans le cadre de cette mission, nous allons la mettre en place par le modèle multipartite qui existe. Et ce modèle de gouvernance, nous devons en discuter. L'idée, c'est d'assurer l'équilibre, l'inclusion, la responsabilité et la transparence.

Ce plan stratégique de l'ICANN pour l'année à venir inclura des propositions de buts stratégiques et d'objectifs avec davantage d'engagement pour promouvoir les IDN, l'acceptation universelle et donc pour promouvoir les langues multiples sur internet. Par exemple, je peux mentionner ce qu'a fait l'ICANN dans le domaine de

l'accessibilité avec la mise au point de contenu localisé avec pour objectif d'améliorer l'accès à internet pour les personnes dans différents pays.

Au niveau global, ce travail a été effectué sur la base de trois piliers. Premièrement, il faut comprendre les besoins et voilà pourquoi l'ICANN a créé d'autres bureaux dans le monde. Nous sommes présents en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, en Amérique du Sud. Et la présence du personnel de l'ICANN sur place nous permet d'être en lien direct avec les représentants régionaux, les représentants locaux et d'identifier les besoins.

Deuxième pilier, de répondre aux besoins en mettant au point différentes activités de renforcement des capacités entre autres. Donc les gouvernements, les autorités de police peuvent y avoir accès. Il y a également des opportunités pour les membres du GAC et les membres des gouvernements d'y participer. Pour les entreprises, nous avons différentes activités. Nous avons parlé du centre d'entrepreneuriat sur le DNS dans la société civile et il y a beaucoup de participation aux réunions de l'ICANN.

Troisième pilier, le besoin d'évaluer ces initiatives.

Donc je suis disponible si vous avez des questions et je vous remercie.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI :

Merci monsieur Khaled Koubaa.

Et je passe la parole à la Chine.

CHINE :

Merci beaucoup. Messieurs les délégués.

Dans la croissance économique, le progrès technologique joue un rôle primordial. Nous travaillons à renforcer l'infrastructure internet en Chine. Nous travaillons à promouvoir l'innovation technologique pour améliorer une croissance de qualité.

Ensuite, nous promouvons l'intelligence artificielle et d'autres technologies comme le big data pour augmenter la prospérité de l'économie numérique. Ensuite, nous promouvons la protection des données et la vie privée.

La Chine va continuer à suivre les objectifs établis dans l'agenda numérique du G20. Et nous allons donc promouvoir l'entrepreneuriat, promouvoir le commerce électronique pour améliorer l'inclusion et l'accès à internet. Nous coopérons avec les pays du monde pour pouvoir profiter pleinement du potentiel de l'économie numérique.

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup.

Je vais donner la parole maintenant au Royaume-Uni.

ROYAUME-UNI :

Merci monsieur le Président. Bonjour à tous, vos excellences, chers ministres, messieurs, dames, j'aimerais remercier d'abord le

gouvernement d'Espagne de nous accueillir pour cette réunion. J'aimerais également remercier l'ICANN et tous les panelistes.

Ma ministre s'excuse, elle ne peut pas être présente en personne, surtout puisque le Royaume-Uni a l'honneur d'avoir été hôte précédemment de cette importante réunion.

Comme d'autres collègues l'ont déjà dit, l'information et les technologies de l'information ainsi que l'internet en particulier sont critiques pour être fidèles au programme de 2030 de développement durable ; 50% de personnes dans le monde entier ne sont pas connectés. Il faut absolument que ce soit une priorité, non seulement pour les gouvernements mais pour toutes les parties prenantes de la communauté de l'ICANN.

Beaucoup de pays en développement font des progrès extraordinaires pour améliorer la connectivité et il y a beaucoup d'enseignement à tirer de leur travail. Ils travaillent dans des marchés compétitifs avec des processus de licences rationalisées, il faut être au soutien des consommateurs par le biais de partenariats publics, de réglementations, de processus ouverts, d'allocations et pour soutenir le développement des capacités.

Ce programme est exigeant pour tous, pour le Royaume-Uni y compris. Et nous ne sous-estimons pas les enjeux auxquels sont confrontés les pays en développement.

Mais les gouvernements ne peuvent pas agir seuls et être efficaces. Le rôle du secteur privé, de la société civile et de la communauté

technique est tout aussi important. Le secteur privé est de loin le plus gros investisseur. Sans le secteur privé, l'internet que nous utilisons aujourd'hui ne serait possible et nous n'aurions aucun espoir d'en arriver aux objectifs de développement durable.

La société civile a des rôles critiques et très larges : défendre les intérêts des utilisateurs, promouvoir certaines questions clés en termes de sécurité et de fossé de genres. Nous avons entendu parlé du travail de l'ICANN aujourd'hui, de l'Internet Society qui sont de bons exemples du travail de la communauté technique et de ce qu'elle fait dans le domaine de renforcement des capacités sur les thèmes du DNS et des IDN.

Le modèle multipartite rassemble tous ces acteurs et permet de s'assurer que tous, nous avons en point de mire les mêmes objectifs. L'ICANN est un bon exemple dans la pratique de ce modèle. C'est un modèle que d'autres organisations internationales pourrait utiliser comme exemple. Ce n'est pas toujours facile, c'est parfois même difficile. Mais dans l'environnement d'éthique du 21^{ème} siècle, la collaboration multipartite nous propose comme seule manière en fait de pouvoir livrer ceci au niveau mondial et pour appuyer le programme de développement durable.

Cette réunion contribue à ce travail et donc nous nous réjouissons par avance de travailler avec nos collègues. Je vous remercie.

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup pour cette présentation très utile.

Je passe maintenant la parole au Japon.

JAPON :

Merci monsieur le Président. Je voudrais faire quelques remarques.

Les pays sont confrontés à plusieurs défis, par exemple le réchauffement climatique, des maladies qui se répandent. Comme j'ai dit avant, nous avons un plan appelé Société 5.0 qui vise à répondre à ces problèmes.

L'internet joue un rôle important pour promouvoir la croissance économique. Les gouvernements doivent ouvrir le cyberspace. Pour ce faire, il faut assurer l'ouverture, l'autonomie, la concurrence.

Il y a des conditions à respecter au niveau international. Il faut assurer donc le libre flux d'informations dans cette société de l'information. Nous travaillons justement à renforcer l'importance de la liberté de l'information.

Le Japon salut les projets de l'OCDE et ses activités qui visent à renforcer le développement économique. Nous espérons que l'OCDE va continuer à mener ces réflexions et ces enquêtes sur la façon dont nous pouvons transformer ces économies.

Le Japon travaille à atteindre les objectifs qui ont été fixés pour la réunion du G20 au Japon. Nous essayons de promouvoir notre plan, Société 5.0 pour ce qui est des TLD. Les SDG sont importants parce qu'ils nécessitent qu'il y ait un processus de coopération. Autrement, ces SDG ne pourraient pas être atteints si ce n'est qu'à partir d'une

approche multipartite. La coopération et son importance doivent être renforcées.

J'ai une suggestion, monsieur le Président. À la lumière de ces SDG et des objectifs en matière de fossé de genres et numérique, j'aimerais suggérer que l'on puisse continuer ce débat après cette réunion. Merci beaucoup.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup pour cette suggestion. Je vais prendre note de cela.

Je vais donner la parole à l'OIF, organisation internationale de la francophonie.

OIF :

Merci monsieur le Président. Je vais parler en français.

Excellences, mesdames, messieurs, je crois que beaucoup de gens sont déjà fatigués, donc je ne veux pas présenter tout ce qui est prévu. Je vais essayer de ramasser très rapidement en commençant déjà par mes remerciements au pays hôte et les félicitations à l'ICANN pour la remarquable organisation de cette session.

Et comme beaucoup de gens le savent, l'OIF est une organisation de coopération multilatérale qui s'est impliquée très tôt dans la gouvernance de l'internet et s'est dotée d'un programme de soutien à

une gouvernance internationale de l'internet démocratique et multipartite.

Et l'objectif principal ici, c'est de favoriser l'insertion des pays francophones en développement dans les débats internationaux sur le numérique de façon générale et sur la gouvernance de l'internet. Et dans cette perspective, il y a un certain nombre d'activités qui ont été développées. Je veux simplement dire ici que l'OIF favorise la contribution de ces pays dans le développement des politiques publiques des ressources critiques d'internet, aussi bien au niveau de l'ICANN de forums sur la gouvernance de l'internet et surtout de l'AFRINIC.

L'OIF travaille également à beaucoup d'activités de formation, de renforcement de compétences. Et dans ce cadre, l'OIF travaille très étroitement avec l'ICANN. Je veux rappeler simplement la dernière formation que nous avons organisée conjointement avec l'ICANN à Dakar pour pouvoir renforcer les capacités des intervenants dans le cadre de la gouvernance de l'internet.

Nous avons aussi une université d'été au Burkina Faso à Ouagadougou où vous formez les acteurs africains sur la gouvernance de l'internet.

Et nous appuyons également le développement de l'industrie des noms de domaine en Afrique à travers plusieurs formations qui sont organisées ici et là.

Et au-delà de tout cela, je voudrais dire très rapidement que nous avons aujourd'hui un programme d'accompagnement de la

transformation numérique qui va commencer à être mis en œuvre à partir de 2019-2022. Et ce programme se structure autour de quelques points que je voudrais évoquer.

Le premier point porte sur la gouvernance numérique, qui va traiter bien évidemment de la question de la gouvernance de l'internet, des politiques publiques, des données, de la cybersécurité. Le deuxième point porte sur les biens communs numériques. Le troisième point porte sur l'innovation et les technologies numériques émergentes, c'est-à-dire l'intelligence artificielle, les blockchain. Tous les débats qui ont été menés là-dessus tout à l'heure, je ne voudrais pas revenir sur ces différents débats mais je me dis que c'est un intérêt très fort pour l'OIF et que l'ensemble de ce programme aura [inintelligible] en sécurité les jeunes et les femmes dans le cadre de notre organisation.

Et en termes de message, c'est que l'OIF estime que le modèle multipartite est un très bon modèle et que cela mérite d'être amélioré au niveau de l'ICANN et qu'on fasse en sorte qu'on intègre davantage les gouvernements pour que leur participation ne soit pas une participation de témoignage mais une participation un peu plus active et ainsi que la société civile.

Je vous remercie pour votre attention.

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup de nous avoir fait part de ces réussites et de votre soutien pour le modèle multipartite. Merci à l'OIF.

Je donne maintenant la parole à la Taïwan.

TAIPEI CHINOIS 9:

Merci beaucoup. Je suis représentant de Taïwan et je profite de cette occasion pour partager certaines réflexions. J'aimerais tout d'abord remercier l'Espagne pour l'accueil qui nous a été réservé.

Les grandes tendances dans les nouvelles technologies, l'intelligence artificielle, les big data, etc., ce sont des nouveaux paradigmes qui vont changer nos vies. Non seulement devons nous essayer de tirer profit de ces progrès de ceci mais aussi, nous devons relever les défis que posent ces nouvelles technologies. Permettez-moi de partager certaines réflexions avec vous.

Tout d'abord, je pense que la coopération est fondamentale pour pouvoir encourager l'innovation. L'économie numérique doit donner lieu à un environnement capable de s'adapter aux changements qui puissent être utiles aux individus. Nous devons faire en sorte que cette évolution puisse avoir un effet sur l'industrie pour accélérer le déploiement d'infrastructures numériques et pour accélérer la numérisation de l'industrie.

Ensuite, nous promovons le travail avec toutes les parties prenantes pour s'assurer que tout le monde puisse profiter des développements de l'économie numérique. Vu la portée générale de cette innovation technologique au niveau de l'internet, il faut avoir une approche holistique pour essayer de faciliter le développement de cette économie numérique pour assurer que toutes les personnes puissent avoir une chance de participer aux bénéfices de ces progrès technologiques. Il faut leur donner la capacité de se former.

Ensuite, pour ce qui est de l'Internet Society, il faut établir des politiques appropriées en matière d'internet parce que l'internet est de par sa nature même interfrontalier. Nous devons travailler à créer des politiques pour que ces politiques puissent contribuer au fonctionnement plein de l'internet.

Ensuite, il y a l'obligation de veiller à la sécurité, à la stabilité de l'internet. Ces politiques vont avoir un impact sur le développement économique.

Je pense que l'ICANN un endroit idéal pour analyser les nouvelles tendances, partager des expériences concernant les réglementations et les lois en matière d'internet.

Pour conclure, messieurs, dames, l'économie numérique est pleine d'opportunités et d'inconvénients pour nous tous. Cette réunion à l'ICANN nous permet d'envisager un futur prometteur. Merci beaucoup de votre attention.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI : Maintenant, je vais donner la parole à l'Argentine.

ARGENTINE : Merci beaucoup. Je vais continuer en espagnol.

En Argentine, le football est une religion et aujourd'hui, Messi a été blessé donc c'est une catastrophe pour l'Argentine.

Je tenais à remercier l'ICANN pour cette invitation et le gouvernement de l'Espagne de nous avoir accueillis.

En Amérique latine, nous avons plus de 100 millions de personnes qui ne sont pas connectées à internet sur 700 millions, donc c'est un problème majeur.

Depuis la présidence du G20, nous avons encouragé l'économie numérique et dans ce cadre, l'importance de l'infrastructure. Dans des pays comme l'Argentine, septième pays au niveau de sa taille et 32^{ème} au niveau de l'infrastructure, ce développement de l'infrastructure pose des difficultés considérables.

Le gouvernement a dans un premier moment essayé d'élaborer des règles claires pour que plus de personnes puissent être connectées à internet et investi des fonds publics là où les fonds privés ne le font pas. Nous avons un fonds universel qui est investi dans un réseau de 30 000 kilomètres de fibre optique pour arriver à des endroits où les sociétés privées n'arrivent pas. Nous fournissons de subventions à certaines entreprises pour qu'elles puissent participer à ce déploiement. Et avec cet investissement, nous avons également mis en place un programme d'inclusion numérique.

Pour la fin de l'année prochaine, nous allons former 1 million de personnes à des compétences en matière numérique. Nous sommes en train de numériser l'état : nous passons à des dossiers électroniques et nous coopérons avec les gouvernements locaux pour amplifier cette numérisation.

Dans ce cadre, l'ICANN a un rôle fondamental. Nous croyons et nous soutenons le modèle multipartite. Nous croyons que pour la croissance de l'internet pour les années à venir – l'internet des objets et le 5G – il est plus important que tous les pays soient coordonnés. Et l'ICANN est un exemple de ce fonctionnement, de cette coopération.

Nous croyons qu'avec la croissance de l'internet, il est de plus en plus grave d'être déconnecté. Pour le cas de l'Argentine par exemple, avec la mise en œuvre de démarches électroniques, il y a beaucoup de citoyens qui ne peuvent pas accéder aux services de l'état parce qu'ils n'ont pas accès à internet et cela est grave.

En ce sens, l'Argentine préside également la CTEL, l'organe de communications de l'OEA. Et à partir de ces organisations, nous mettons l'accent sur l'importance de l'évolution numérique et l'évolution des infrastructures. C'est un défi majeur pour l'Amérique latine mais c'est le seul moyen de réduire la pauvreté et pouvoir connecter les personnes qui n'ont pas encore accès à internet. Merci beaucoup.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup l'Argentine d'avoir partagé vos expériences.

Maintenant, je donne la parole à l'UNESCO.

UNESCO :

Bonjour chères excellences, chers ministres, messieurs, dames du Burundi, de l'organisation internationale de la francophonie. Chers amis, l'ICANN63... Je sais que Laurent m'avait dit que je devais avoir deux minutes et donc il va commencer à paniquer mais je pense que ce sera peut-être quatre.

J'ai calculé sur ma serviette de table et comme beaucoup d'entre nous l'avons dit aujourd'hui, nous savons que l'égalité des genres est une priorité pour l'ICANN, pour les Nations Unies, c'est la même chose pour l'UNESCO. Et donc par rapport à cela, vous savez, dans cette salle, je n'ai pas exactement compté mais je pense qu'il y a dix hommes pour une femme. Et donc ceci reflète la société. Je crois que cette manifestation a été extraordinaire et je remercie chaleureusement les organisateurs, surtout le gouvernement espagnol, le ministre de l'Économie et des Affaires qui a tout organisé avec le secrétariat de l'ICANN. Donc ce n'est pas du tout une critique. C'est simplement le fait que je souhaitais justifier de ma minute supplémentaire.

Donc il y a beaucoup d'expertise dans cette salle, certes, à la fois sur la scène mais également dans la salle. Et personnellement, j'ai été vraiment inspirée. Cet ICANN63 pour moi est ma troisième réunion de l'ICANN qui me donne énormément d'espoir pour l'avenir de l'internet. pour l'avenir en général. J'avais beaucoup de choses à dire mais j'aimerais simplement vous donner quelques termes clés, des choses, des hashtags qui sont importants pour l'UNESCO pour ainsi dire. Si vous voulez parler avec moi au cocktail ou au FGI à Paris, si vous souhaitez également parler à des personnes qui sont au-dessus

de moi, qui sont mes supérieures, pas de problème, je peux vous mettre en lien avec ces personnes.

Donc voilà les mots clés, voilà les hashtags : la diversité, hashtag diversité géographique, hashtag etc., donc égalité des genres, parité des genres, IDN, internet ouvert, liberté d'expression, droit de l'homme, accès à l'information, développement durable, les 17 ODD surtout le numéro 17, le modèle multipartite au sein d'une organisation à plusieurs niveaux, tout ce qui a été mentionné, la coopération qui existe mais il y a aussi d'autres domaines dans lesquels l'ICANN en tant que communauté et les membres individuels peuvent être impliqués.

Donc je vous encourage à venir me voir après la réunion si ces termes utilisés par l'UNESCO sont également utilisés par votre gouvernement ou votre organisation. Et je peux également vous mettre en lien avec nos officiers sur place qui sont présents dans 55 pays du monde. Merci beaucoup.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup pour cette intervention très franche.

Je passe maintenant la parole à la Côte d'Ivoire.

CÔTE D'IVOIRE :

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les ministres, distingués délégués, c'est un honneur et un plaisir pour moi de

m'adresser à vous au nom du ministre Claude Isaac DE, ministre de l'Économie Numérique et de la Poste de Côte d'Ivoire. Permettez-moi donc de transmettre ses remerciements aux autorités de la République d'Espagne et à l'ICANN pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé ici à Barcelone.

La Côte d'Ivoire, membre du GAC, adhère pleinement au modèle de gestion de l'ICANN dans le cadre de la prétransition des fonctions IANA et réitère son engagement à prendre une part active à travers la participation des experts nationaux de haut niveau aux travaux, discussions et processus d'élaboration des politiques de l'ICANN.

Il est certain que l'approche multi-acteurs est admise comme un moyen idéal dans les processus de prises de décisions politiques à toutes les échelles. Dans ce cadre, elle doit être flexible et dynamique afin de prendre en compte les nouveaux défis amenés par l'écosystème mondial et les réseaux numériques en perpétuelle évolution et développement.

En Côte d'Ivoire, les réformes engagées par l'état ont consisté à la mise en œuvre d'une stratégie de développement du numérique portée par six axes: l'élaboration d'une législation et d'une réglementation forte à la dimension des enjeux du numérique; la construction d'infrastructures numériques, notamment les réseaux de télécommunication de troisième, quatrième et bientôt de cinquième génération; la mise en œuvre d'un plan d'accessibilité aux équipements terminaux, le développement des usages à travers la gouvernance électronique, l'administration numérique et l'incitation

au développement de contenu local ; le développement de ressources humaines et la formation aux TIC ; et enfin, le soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat des jeunes qui fera de la Côte d'Ivoire une nation entreprenante, tout cela, en vue de créer un environnement propice au développement d'une économie numérique inclusive et porteuse de valeur.

Permettez-moi de relever quelques réalisations concrètes. En 2013, l'État de Côte d'Ivoire s'est doté de lois sécurisantes pour l'ensemble des acteurs, notamment la loi sur la protection des données à caractère personnel, la loi sur la cybercriminalité et la loi sur les transactions électroniques.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de notre stratégie nationale de cybersécurité, nous avons lancé le processus de migration de l'IPv4 vers l'IPv6.

En 2017, nous avons adopté la loi sur la société de l'information. Elle vise à établir les principes d'une société de l'information inclusive, sécurisé, à dimension humaine et propice au développement économique, social et culturel de notre pays. Par elle, l'accès à l'internet est désormais un droit fondamental.

Pour terminer, nous invitons l'ICANN à poursuivre de façon active, en collaboration avec l'ensemble des gouvernements représentés au GAC et l'ensemble des acteurs, des actions de codéveloppement des politiques autour de l'internet. Aussi, faudrait-il multiplier les efforts en matière de sensibilisation pour assurer la sécurité, la stabilité, la résilience et l'unicité d'internet, notamment à travers des ateliers de

renforcement des capacités des décideurs et acteurs techniques clés au niveau régional.

L'engagement de la Côte d'Ivoire auprès d'ICANN et de l'ensemble de la communauté internet est irrévocable Je vous remercie.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup.

Et nous avons maintenant un dernier intervenant. Je passe la parole à l'Afrique du Sud.

AFRIQUE DU SUD :

Merci beaucoup monsieur le Président. Bonjour à tous chers collègues. J'aimerais profiter de cette opportunité pour remercier le gouvernement de l'Espagne de son hospitalité dans cette belle ville de Barcelone.

Nous sommes tous d'accord pour dire que le fossé numérique a des implications graves, en particulier pour les pays en développement. Comblé le fossé numérique ne concerne pas uniquement le fait de connecter les gens. Une fois connectés, les gens doivent pouvoir tirer profit de cette économie numérique pour que celle-ci puisse améliorer leur vie. Il est important que les gouvernements puissent développer et superviser des politiques pour que les habitants puissent tirer profit de l'internet.

L'Afrique du Sud a mis en place un programme et mis en place un projet qui s'appelle « L'internet pour tous ». Il vise à connecter 20 millions de Sud-africains qui ne sont pas encore connectés pour qu'ils puissent contribuer à cette révolution numérique.

Le mot clé ici est contribution. Pendant très longtemps en tant que pays en développement, nous n'avons pas participé. Nous avons consommé des produits et des services qui venaient d'ailleurs. Le temps est venu de changer cette donne. Nous devons mettre en place un service d'excellence et nous essayons donc d'établir des politiques qui puissent répondre aux changements rapides de l'internet. L'élaboration de politiques doit être agile et flexible.

Notre gouvernement se penche aussi sur l'innovation avec des programmes qui essaient de promouvoir le développement et évaluent l'impact de ces technologies sur la société.

Au niveau général, nous croyons qu'il est critique, il est essentiel que les gouvernements puissent travailler sur un pied d'égalité à l'élaboration de politiques internet car elles ont un impact direct sur les politiques régionales.

Et pour finir – parce que je veux aller au cocktail –, je dirais qu'il faut tirer des enseignements de ce qui s'est passé jusqu'à maintenant. Pour ce qui est des candidatures au programme des nouveaux gTLD, très peu de candidatures venaient des pays en développement et c'est grave, c'est une inquiétude. La capacité des ces pays à participer à cette industrie doit être renforcée. Nous devons pouvoir participer et être concurrentiels au niveau global et nous devons avoir les

compétences techniques nécessaires pour pouvoir exploiter notre propre internet dans notre pays. Et nous avons donc une responsabilité là-dessus. Il est important que l'ICANN s'assure qu'il y ait plus de participation de la part des pays en développement dans les nouvelles séries de nouveaux gTLD.

Et un autre point que je voulais évoquer, c'est que nous en tant que gouvernement, nous croyons que nous devons nous tenir informés par rapport aux noms de domaine à deux caractères au second niveau lorsqu'il y a la possibilité que quelqu'un utilise ce type de nom de code.

Merci beaucoup.

[Applaudissements]

GULSHAN RAI :

Merci beaucoup l'Afrique du Sud.

Cette séance a été très intéressante avec des histoires et des expériences partagées. Nous avons bien travaillé. Une grande partie de la population, 50 % de la population est connectée à internet mais il faut encore connecter l'autre 50 %.

Des suggestions très intéressantes ont été faites par rapport au rôle de l'ICANN mais aussi par rapport au rôle des gouvernements. L'ICANN a fait un bon travail mais doit encore utiliser une approche plus agressive et plus constructive.

Le gouvernement doit jouer un rôle constructif pour faciliter la coopération entre différentes parties prenantes. Le renforcement des capacités, la promotion de la confiance, la sécurisation de l'internet et l'élaboration de politiques en matière de sécurité : voilà donc les sujets autour desquels nous avons eu des discussions et qui sont importants pour pouvoir faire en sorte que le 50 % de la population puisse accéder à internet.

Merci beaucoup monsieur le Président de m'avoir donné la possibilité de participer à ce panel. Je remercie le gouvernement de l'Espagne, l'ICANN et les panelistes qui sont ici avec moi ainsi que les fonctionnaires de haut niveau qui sont ici parmi nous pour les échanges, les présentations qui ont été extrêmement riches pour moi et pour vous aussi j'espère. Merci beaucoup.

Maintenant, je donne la parole au président.

DAVID CIERCO :

Merci beaucoup.

Merci à vous tous. Effectivement, il ne fait aucun doute que cette séance a été très intéressante. Et je crois que nous avons eu la chance d'entendre des intervenants exceptionnels. Malheureusement, nous n'avons plus de temps et donc nous allons passer à la séance de clôture.

Je vais maintenant passer la parole à Manal Ismail qui est donc présidente du GAC.

MANAL ISMAIL :

Merci beaucoup monsieur le président de séance. Je sais que la journée a été longue mais cette partie sera courte.

J'aimerais remercier toutes les délégations pour leurs interventions très utiles et pour les remarques qu'elles nous ont faites pendant la journée en vue de mettre en place l'agenda ou le programme du GAC pour l'avenir. C'est grâce à la participation de vos délégations que nous pourrions traiter de ces questions.

Nous avons entendu des messages très importants pendant les quatre séances d'aujourd'hui de la part de représentants officiels de gouvernements qui participent régulièrement aux réunions de l'ICANN et également de représentants de gouvernements qui sont là pour la première fois. Je ne vais pas rentrer dans le détail de tous ces messages parce que nous n'avons pas le temps mais aussi parce que vous recevrez le rapport du président de séance qui nous parlera de tout ce dont nous avons parlé pendant la journée.

Nous avons 128 délégations qui étaient présentes aujourd'hui. Je vous remercie tous pour vos remarques, pour votre participation active ainsi que pour la participation continue de vos délégations au GAC qui est cruciale pour la réussite de la mission du GAC. D'ailleurs, voilà ce qui justement justifie ou donne une crédibilité au GAC et qui donne davantage d'impact à son message.

Je remercie notre hôte, le gouvernement d'Espagne, pour sa générosité. Je remercie les modérateurs, les intervenants, les invités.

J'aimerais également remercier le personnel de l'ICANN, le personnel du GAC, les interprètes et l'équipe technique sans qui nous n'aurions pas pu organiser cette journée.

Je vous souhaite à tous une excellente soirée, une excellente semaine et un excellent séjour dans cette ville magnifique de Barcelone.

Ceci étant, je vais repasser la parole au président de séance. Merci.

[Applaudissements]

DAVID CIERCO :

Merci beaucoup. Manal Ismail.

Et maintenant Cherine Chalaby, président du Conseil d'Administration de l'ICANN, va nous dire quelques mots.

CHERINE CHALABY :

Bonjour à tous. J'aimerais commencer par remercier notre hôte, Nadia Calviño, ministre de l'Économie et des Entreprises de l'Espagne qui malheureusement n'a pas pu assister à la réunion, Francisco Polo, secrétaire d'État au progrès numérique. J'aimerais remercier également le secrétaire général [inintelligible] de nous voir parlé pendant le déjeuner. Et Manal Ismail, présidente du comité gouvernemental, vous avez présidé un dialogue extrêmement fructueux.

J'aimerais exprimer ma gratitude au GAC pour sa participation continue et significative au travail de l'ICANN. Sans l'implication des

gouvernements et leur leadership en matière de politiques publiques, le modèle multipartite de gouvernance de l'internet ne pourrait pas fonctionner.

Vous m'aurez entendu ce matin lors de la cérémonie d'ouverture quand j'ai identifié ou parler des tendances que nous avons identifiées. Je suis ravi de voir que plusieurs de ces tendances ont été évoquées lors de votre réunion. Et permettez-moi de réfléchir très brièvement sur l'importance de vos débats pour l'ICANN.

Pour ce qui est de votre première séance, le rôle et les opportunités des gouvernements de participer à l'ICANN, l'ICANN essaie ou tente de préserver un internet unique et éviter la fragmentation.

Il est juste de dire que ces objectifs comportent plusieurs volets. Tout d'abord, le dialogue avec le gouvernement pour pouvoir mieux planifier et évaluer les impacts potentiels des nouvelles lois et réglementations sur le système des noms de domaine. Et deuxièmement, notre objectif est de partager avec vous notre expertise technique lorsque cela est utile et quand les gouvernements considèrent que cela est important.

Pour ce qui est de la deuxième séance, les défis pour l'écosystème de gouvernance de l'internet, l'ICANN considère qu'il y a une nécessité urgente de trouver un équilibre entre le souhait de protéger la vie privée des individus et le combat du délit. C'est extrêmement important pour le système WHOIS dont l'ICANN est l'administrateur.

Pour ce qui est de la séance numéro trois, le rôle et l'impact de l'évolution technologique sur l'ICANN, il est tout à fait clair que la mission de l'ICANN est spécifique et ciblée. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas être complaisants et nous ne pouvons pas non plus travailler de manière isolée. L'ICANN doit évoluer au rythme de l'évolution technique, suivre de près les progrès technologiques et évaluer l'impact pour que notre rôle et tant que gardien de confiance des identificateurs uniques de l'internet reste inchangé.

Pour ce qui est de la séance numéro quatre, l'agenda sur les politiques publiques internet, l'ICANN soutient le modèle multipartite pour promouvoir un internet plus inclusif. Ensemble, nous devons aborder la question du fossé numérique.

Les discussions d'aujourd'hui sont un exemple du rôle que joue le GAC... Excusez-moi... Excusez-moi, j'ai trop parlé aujourd'hui. Je m'excuse.

Aujourd'hui donc est un exemple du rôle que le GAC joue au sein de l'ICANN après la transition de l'IANA. C'est la première fois que les gouvernements se sont impliqués activement pour façonner le plan stratégique de l'ICANN. Et nous en sommes vraiment reconnaissants.

Vos contributions et vos participations à l'ICANN sont très appréciées. J'espère que beaucoup d'entre vous resteront impliqués. Nous savons que le travail ne se fait pas en un jour et non pas non plus dans des réunions qui se font tous les deux ans. Nous vous encourageons à continuer à participer. Merci de votre temps, de votre intérêt et votre soutien à l'ICANN.

Merci beaucoup à tous.

[Applaudissements]

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : Merci beaucoup Cherine Chalaby. Merci à l'ICANN pour son engagement, son soutien. Je vais maintenant parler en espagnol.

Je pense qu'il s'agit d'une journée remarquable. Nous avons marqué l'histoire. Tout au long de cette journée, nous avons eu l'occasion d'aborder des questions majeures sur l'internet et sa gouvernance.

Nous avons commencé notre journée en nous posant la question de savoir comment améliorer le dialogue entre l'ICANN et les gouvernements. Nous avons réfléchi sur l'impact des lois et des réglementations sur les organisations comme l'ICANN.

Ensuite, nous avons traité des sujets brûlants comme la cybercriminalité, la cybersécurité, la protection des données et la vie privée, des défis importants pour la gouvernance de l'internet qui ont un impact très fort sur la vie et les droits des citoyens hommes et femmes.

Je pense qu'il est tout à fait clair que nous sommes de plus en plus proche d'un monde complètement interconnecté, où il est tout à fait nécessaire de travailler en coopération, dans lequel l'ICANN devrait jouer un rôle majeur. L'incorporation des technologies émergentes qui ont été abordées dans la première séance de l'après-midi comme l'internet des objets, blockchain, le big data, c'est une réalité que nous

ne pouvons pas ignorer. Nous sommes tous d'accord pour dire qu'elles auront un impact direct pour améliorer la vie des personnes et contribuer de manière décisive à combler le fossé numérique.

Mais ces nouvelles technologies peuvent et doivent contribuer à construire un internet de plus en plus sûr et fiable. Sans aucun doute, cela suppose un défi qui nécessite l'engagement de chacune des organisations qui travaillent au sein de l'internet. Et je pense qu'avec le développement de cette mission, nous allons coopérer dans les années à venir. Nous devons toujours nous concentrer sur la construction d'un internet de plus en plus inclusif et accessible à tous comme source d'égalité et de progrès social. C'est un débat qui eu lieu pendant la dernière séance de l'après-midi. Les politiques qui sont en place pour les années à venir seront fondamentales.

Le fossé numérique est l'un des dossiers majeurs, un chantier sur lequel nous devons travailler et consacrer des efforts. Personne, aucun citoyen, aucune nation ne doit rester en dehors du progrès numérique, celui-ci étant le symbole du progrès, de la richesse. Il faut développer des politiques pour encourager le talent et la diversité. Cela doit être une tâche fondamentale pour nous. Et pour cela, nous devons nous doter d'importantes infrastructures qui puissent rendre possible de faire ces progrès.

En ce sens, depuis le gouvernement de l'Espagne, nous avons beaucoup travaillé comme en témoigne les indices de numérisation de l'Union européenne où nous occupons les premiers rangs.

Actuellement, nous travaillons à différents plans comme les appels d'offres pour encourager les technologies 5G,

Je vais finir par remercier tous les participants, ministres fonctionnaires de haut niveau et les modérateurs, les panelistes pour leur contribution. Merci d'être venus à Barcelone, de nous accompagner dans cette journée qui j'espère a été enrichissante pour vous autant qu'elle l'a été pour moi.

Je tiens à remercier tout spécialement l'organisation ICANN, le secrétariat d'État au progrès numérique, à l'équipe de red.es pour le dur labeur, les mois de préparation pour que tout cela soit possible.

C'est tout de ma part. Maintenant, je vais vous inviter à nous réunir au cocktail de l'ICANN. Merci beaucoup.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]